la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

Numéro 14 • Jeudi 21 Janvier 2016 • 50 centimes

L'ILLUSION DU POUVOIR
LA GUERRE CONTINUE

Quelle guerre ? La guerre aux migrants du Sud du monde.

Quel pouvoir ? Celui des États, et leur illusion de tout pouvoir : même contrer le cours de l'histoire et stopper les mouvements de populations fuyant les conditions économiques, politiques, climatiques créées chez elles par le Nord du monde. L'illusion de se croire tout permis : y compris le droit de livrer la guerre au droit à la vie de millions d'hommes, de femmes, d'enfants de pays ravagés par la misère et les crises, par les conflits armés et économiques exportés par les pays du Nord partout dans le monde.

À en croire les experts de l'Ined *[Institut national d'études démographiques]* et d'autres organismes d'études (internationaux et nationaux, Onu, États-Unis) sur la population mondiale, celle-ci passerait de 7,3 milliards en 2015 (estimation) à 9,8 milliards en 2050 (projection), avec un accroissement d'environ deux milliards et demi de personnes. Pour se faire une idée des effets prévisibles sur la géoéconomie politique de la planète dans les années à venir, le plus significatif est de voir, au sein de la prévision globale, les estimations et projections concernant les grandes régions du monde.

L'Amérique et l'Asie augmenteraient globalement de 24 % et de 21 % respectivement : pourcentages importants au plan local, mais moins au plan global. L'Europe diminuerait de 2 % : avec des différences non négligeables entre pays du nord et de l'ouest en accroissement (mais diminution en Allemagne), et pays du sud et surtout de l'est en diminution. Et l'Afrique ? L'accroissement global y serait de 111 % : avec une population plus que doublée, passant de moins de 1,2 à presque 2,5 milliards, et trois régions sur cinq au-dessus de la moyenne (Afrique occidentale, centrale et orientale).

Que signifient ces chiffres ? D'abord que plus de la moitié de l'accroissement de la population mondiale viendrait du seul continent africain. Ensuite que les gouvernements européens (et en général occidentaux) ne peuvent ignorer ces prévisions qui émanent de leurs instituts de recherche. Enfin, que sans un changement rapide, radical et général de sa situation économique et politique, Mère Afrique aura beau faire, trimer, serrer dans ses bras ses 1,3 milliard d'enfants supplémentaires en seulement 35 ans : elle aura un mal fou à les nourrir, à les faire embaucher quelque part, vivre décemment, elle ne pourra jamais les retenir.

Le 11 et 12 novembre derniers, à Malte, se sont réunis, d'une part, dirigeants de l'Europe et chefs d'État et de gouvernement européens, de l'autre chefs d'État africains, pour adopter une « *politique nouvelle* » commune envers les migrants. Minute de silence à la mémoire des morts ; complainte en hommage à « *ceux qui ont perdu la vie en mer à la recherche d'une vie meilleure* » ; appels au « *respect de l'État de droit et des droits de l'homme* »... et après ?

Après, par respect sans doute du droit à une vie meilleure, à la vie tout court, l'auguste réunion a sans frémir, au milieu de la mer des morts, ripaillé aux frais de l'argent public, marchandé sans rire prix et « *aides* » de la « *politique nouvelle* » (les uns offrant moins, les autres demandant plus), enfin passé un accord sur le sort des vivants, derrière leur dos.

(suite p.2)

Convention Onu

Protection des droits de tous les travailleurs migrants ?

Adoptée par l'assemblée générale de l'Onu en 1990, entrée en vigueur seulement treize ans plus tard, en 2003, la *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille* n'est pas la protection universelle des droits que promet son titre. Le titre affirme ce que les articles nient formellement : les articles, soit ce qui compte pour son application.

Article 35 : « *Aucune disposition de la présente partie de la Convention ne peut être interprétée comme impliquant la régularisation de la situation des travailleurs migrants ou des membres de leur famille dépourvus de documents ou en situation irrégulière…* »

Cela établit une discrimination essentielle entre migrants « réguliers » et « irréguliers ». De son propre et formel aveu, la convention n'est que pour les premiers. Loin d'être un instrument de protection de tous les travailleurs migrants, dans la situation actuelle des migrations internationales elle est un moyen d'exclusion de la grande majorité d'entre eux et des membres de leurs familles : de l'innombrable peuple des laissés pour compte, « sans papiers » et autres irréguliers du travail « informel » sur lequel les États ne peuvent ou ne veulent exercer de formes de contrôle.

Qui plus est, cet article, dans le contexte formel où il est inséré (dans la partie de la convention intitulée *Droits de l'homme de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille*), a, comme conséquence légale majeure, le déni pur et simple, pour la majorité des travailleurs migrants, de leurs droits humains fondamentaux, et comme corollaire juridique la division en deux du monde des migrants : ceux, « privilégiés », autorisés à faire valoir auprès de l'Onu leurs « *droits de l'homme* », et ceux qui en sont exclus. Déni et division involontaires ? On est en droit de se le demander.

Plusieurs articles vaudraient une mention à part, bornons-nous à deux autres. Article 68 : « *Les États parties, y compris les États de transit, coopèrent afin de prévenir et d'éliminer les mouvements et l'emploi illégaux ou clandestins de travailleurs migrants en situation irrégulière. Les mesures à prendre… sont notamment… mesures visant à détecter et éliminer les mouvements illégaux ou clandestins de travailleurs migrants… et à infliger des sanctions efficaces aux personnes et aux groupes ou entités qui les organisent, les assurent ou aident à les organiser ou à les assurer…* »

S'abritant derrière l'alibi de la lutte aux réseaux de passeurs, depuis un quart de siècle déjà l'Onu a fait litière d'une partie majeure de son texte de droits fondamental, déclaré légale la discrimination sociale organisée par les États et illégal (pour certains ressortissants de certains pays) le droit humain individuel « *de quitter tout pays, y compris le sien* », montré ainsi la voie du crime de déportation massive à l'Europafrique qui a fait front commun, en novembre dernier à Malte, pour ôter, contre la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, aux peuples d'Afrique jusqu'à la liberté d'émigrer. [Voir édito]

Article 69 : « *Lorsque des travailleurs migrants et des membres de leur famille en situation irrégulière se trouvent sur leur territoire, les États parties prennent des mesures appropriées pour que cette situation ne se prolonge pas…* »

(édito, suite et fin)

Changement ? Pour sûr. Dans la continuité, l'aggravation et la banalisation du pire.

Le but spécifique du « sommet » eurafricain a été la mise en place, comme par le passé, de dispositifs policiers et militaires interétatiques d'attaque aux libertés fondamentales de millions d'Africains. En plus, cette fois-ci, loin d'être bilatérales, les négociations ont dépassé le stade du multilatéralisme et sont devenues globales, en quelque sorte, impliquant l'ensemble de l'Union européenne et une cinquantaine de pays d'Afrique et d'Europe. Le « *plan d'action commun* » adopté vise à empêcher de force les prolétaires africains d'émigrer. Maniant les gros sous (3,6 milliards d'euros promis), l'Ue a acheté les régimes africains corrompus et avides, qui ont convenu de perpétrer, contre la *Déclaration universelle des droits de l'homme* qui dit que « *toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien* », le crime de dénier justice à leurs peuples, en leur ôtant la liberté humaine fondamentale d'émigration.

« *Hotspots* », « *points d'accès* », « *centres d'accueil* » (« *de tri* »), « *centres de rétention administrative* » (en France ; mais en Italie : « *d'identification et d'expulsion* »), « *centre polyvalent pilote* » (au Niger), « *centres d'aide au retour* »… inépuisable est la panoplie d'euphémismes, l'art du truquage, intarissable l'imagination administrative, pour maquiller la réalité des *camps de concentration* et d'*emprisonnement* pour migrants, qui existent et qui vont exister, des deux côtés de la Méditerranée.

Or de deux choses l'une, vu les projections sur la population mondiale : ou bien l'incapacité à voir plus loin que le bout de son nez, l'autisme politique aveugle, est une maladie constitutive de ces organismes d'État, ou bien il y a là une volonté précise : aider à laisser faire « les choses ».

Il est risible (signe de l'abîme entre propagande d'État et vie réelle) d'affirmer, comme l'a fait par exemple fin juillet au Kenya le président américain, qu'avec la « *croissance des classes moyennes* » en Afrique « *la pauvreté est en diminution* ». C'est grâce entre autres à un semblable optimisme béat, oublieux des faits et méfaits d'une économie à deux vitesses (du « fossé des inégalités » entre populations et classes pourvues de « pouvoir d'achat » et celles qui n'en ont pas et n'en peuvent avoir), qu'au sortir du colonialisme une majorité de pays d'Afrique ont été poussés au bord du précipice : pratiques et idées, alors et encore dominantes, en Occident, qui veulent que le développement suive, pour l'essentiel, dans une situation historique sociale et mondiale profondément changée, les voies connues de la « modernisation », les voies de l'Europe (ou d'ailleurs) d'autrefois.

Non seulement les graves erreurs, les lourdes fautes et les pires crimes d'un passé récent, mais de nouveaux et plus immenses désastres humains se produiront immanquablement, par la « force des choses ». Même dans les grandes régions développées, ou en forte croissance économique, une population plus que doublée en l'espace de 35 ans entraînerait d'énormes problèmes. Comment prétendre que la plus démunie, la plus affamée entre toutes s'en sorte sans tragédies ? Tout est prêt pour que l'abominable arrive.

De la flambée démographique, une « crise migratoire » interafricaine éclatera, quand les gouvernants des bidonvilles africains estimeront qu'ils ne pourront plus absorber, comme aujourd'hui, l'excès de population d'autres pays.

Dans cet état de choses, les migrants vers l'Europe (en particulier d'Afrique subsaharienne, où l'émigration est affaire de vie ou de mort) se multiplieront sans cesse, en proportion de leur besoin d'avenir. Délocalisation de la « crise migratoire » européenne en Afrique du nord, militarisation à outrance des frontières, guerre aux migrants qui continue et s'amplifie, cela aura comme résultat la recherche de nouvelles et plus extrêmes routes d'émigration, la sujétion à d'autres et plus féroces réseaux de passeurs, des parcours plus voraces de vies humaines. La réalité dépasse déjà l'imagination. Le génocide social des prolétaires du Sud du monde n'est qu'au début.

Cela peut et veut aussi bien dire régularisation qu'expulsion, au gré de l'arbitraire et des accords entre États. Faut-il s'étonner de ce double langage fait pour induire en erreur ? Expression des États membres, fille du système international des États, de leurs intérêts, alliances, conflits ; résultante et maillon de la chaîne des « relations internationales » (des pratiques, fondements, doctrines de la domination capitaliste mondiale), prisonnière de sa genèse et mission, l'ONU ne peut renoncer à soi-même, aux raisons et pouvoirs d'État qui l'ont engendrée.

L'État tel qu'il existe en Occident s'est formé et a grossi de pair avec le long, lent et sanglant processus d'expansion économique de l'Europe : produit, à l'égal du mode de production capitaliste, de son histoire moderne depuis l'an mille. Pendant les siècles précédents, au cours des « invasions barbares », les nouvelles populations venues de l'est et du nord (germaniques la plupart) s'étaient établies sur les terres dépeuplées de l'empire romain d'Occident, s'étaient ensuite christianisées, intégrées aux habitants préromains et romains. Au tournant de l'an mille, durant un ou deux siècles, une grande et diverse société européenne sans État, une Europe tolérante, en partie repeuplée, ouverte vers l'extérieur et l'intérieur, sembla en train de naître, unifiée notamment par l'universalisme chrétien (fraternité de tous les hommes, prêchée par le Christ). « Église » n'était pas encore l'institution romaine, le clergé ; c'était la « maison de Dieu », donc de son peuple, la « chrétienté » : église d'en bas et communauté des fidèles, de la masse des indigents et moines errants, ensemble fraternel des chrétiens de toute condition et opinion.

Mais l'institution romaine existait bel et bien, ainsi que les anciennes ou nouvelles aristocraties (d'origine patricienne latine, guerrière-nobiliaire germanique, ou ecclésiastique épiscopale), et, issues d'elles, luttant pour la primauté sur elles, et avec le pape pour la suprématie politique, les premières et hésitantes monarchies européennes. Ce fut la papauté même qui donna l'exemple à ses adversaires, et leur montra la voie de l'assise, organisation et conservation du pouvoir public.

Depuis le 4e siècle, la hiérarchie chrétienne s'était intégrée à l'empire sous la tutelle de l'empereur. Après la fin de l'empire d'Occident, l'évêque de l'ancienne capitale impériale faisait de plus en plus figure de « souverain pontife », seul chef, sinon de tous les chrétiens, du moins de ceux d'Occident, prenant, à l'occasion, comme à Rome dès la fin du 6e siècle, aussi les rênes de l'autorité civile et militaire de l'empire (d'Orient) défaillant. Des siècles d'instabilité, de « chaos » et d'« anarchie » (seigneurs de la guerre féodale, nouvelles invasions du nord et de l'est, Normands et Magyars notamment), avaient suivi, et la plupart de ce temps la papauté avait travaillé à assurer, sur la base de son magistère spirituel universel, sa primauté même temporelle, envers les plus grandes puissances politiques, en particulier les deux entités politico-militaires à visée universaliste (restauration de l'empire d'Occident) : l'empire carolingien (9e siècle), mais surtout, et avec de plus en plus de détermination, jusqu'au conflit armé, le Saint-empire romain germanique (à partir du 10e siècle), au sein desquels le clergé constituait de surcroît l'ossature administrative et intellectuelle.

Décidée à asseoir une fois pour toutes son autorité sur la vie sociale et civile de l'Europe, et au-delà, la papauté se lança alors dans une politique de prestige et d'influence sans égal, avant l'époque contemporaine. Elle appela et organisa la guerre sainte. Et ce fut, dès la fin du 11e siècle, le grand mouvement des « croisés », des « pèlerins de Jérusalem » sous le signe de la croix : la ruée vers l'or de l'Orient et de Palestine pour délivrer les « lieux saints » de « l'infidèle » occupant. Au cours de deux siècles, les croisades prirent tant et si bien possession de l'esprit de l'Europe chrétienne qu'elle en sortit transformée, de visage et en profondeur. Sous l'influence régénératrice des prédicateurs du saint-siège, les croisés et autres âmes repentantes partaient laver leurs péchés et leurs crimes dans d'effroyables bains de sang. Rien qu'à la première croisade, le sac de Jérusalem causa entre dix mille (sources européennes) et cent mille morts (sources musulmanes) : hommes, femmes, enfants, viellards, tout le monde y passa.

La stupeur et l'indignation contre les hordes chrétiennes se repandirent partout dans le monde musulman, et furent immenses. De même que le furent, un siècle plus tard, celles des chrétiens d'Orient (orthodoxes), quand la quatrième croisade (sous direction papaline mais déroutée par les Vénitiens) aboutit au sac de Constantinople, au massacre de sa population, à l'imposition du catholicisme romain, et à la fondation d'un éphémère « empire latin » des croisés. Éphémère, mais qui marqua, par ses destructions, le début de la fin de l'empire millénaire d'Orient. Le sac de la capitale se poursuivit des années durant, tant la ville (de loin la plus peuplée de la romanité ancienne) renfermait de richesses accumulées, vénales et monumentales et culturelles. Ces deux événements ont façonné de manière encore aujourd'hui sous maints aspects indélébile (après neuf et huit siècles) la séparation entre Orient et Occident de l'ancien monde romain, unifié autour d'elle par la mer Méditerranée.

La voie était ouverte : à l'ennemi religieux de l'extérieur (à l'infidèle) pouvait faire suite celui de l'intérieur. Ceux qui ne partageaient pas l'opinion du pape (le « dogme »), et ils étaient nombreux dans l'informe communauté chrétienne héritée des siècles précédents, furent déclarés hérétiques, des possédés du démon. Il fallait les convertir à la vérité chrétienne ou les détruire pour le salut de la chrétienté. Avec la sainte Inquisition, prit corps l'idée de croisade interne, et au début du 13e siècle on marcha contre les cathares (sud de la France actuelle). Pour ne citer que le premier fait d'armes marquant, lorsque Béziers fut pris d'assaut, ses trente mille habitants furent religieusement passés au fil de l'épée.

Une société civile ouverte, en formation, mais trop faible et sans pouvoir ; un clergé trop hégémonique (contrôle des consciences, invention d'un « choc des civilisations » inégalé), mais sans État et sans armes ; un pouvoir armé très divisé mais fort, trop souvent bras séculier du clergé (notamment les Francs du nord de la France actuelle), et apprenant dès lors les secrets de la domination des corps par celle des âmes, concevant d'ambitieux desseins : tel est l'aperçu du terreau où s'est enraciné, ensuite déployé l'État moderne. L'Europe religieuse ou profane n'a cessé depuis de produire ses Orients (ses Suds) intérieurs, d'ériger frontières externes et internes, d'exporter ses monstres, les réimporter, de vouloir, pour finir, implanter partout ailleurs le modèle de l'État guerrier territorial, seule organisation valable de la société et pour éviter la guerre.

Si donc l'ONU ne peut échapper à ces logiques étatiques, si de plus sa convention est un moyen d'exclusion sociale, pourquoi en demander la ratification par tous les États ? En y regardant de près, on voit que la ligne de partage des pays signataires est entre pays d'émigration et ceux d'immigration (même du Sud). Les pays « pauvres » (impuissants à employer leurs jeunes) ont tout intérêt à ce que la convention protège tous les travailleurs migrants, régularisés ou non. Dans ces pays des organisations et syndicats existent désormais, qui de concert avec les collectifs de migrants peuvent pousser leurs États à se battre à l'ONU. Premier pas pour un front commun : demander la ratification aussi par les États d'immigration.

Les coupeurs de têtes et les grosses têtes d'État

« Si l'Europe ne ferme pas ses frontières, des millions de migrants vont venir ici et ils n'hésiteront pas à imposer leurs coutumes, y compris les décapitations. » *(Lech Walesa, ancien président polonais, prix Nobel de la paix - lemondejuif.info, 21-9-2015)*

Travailleurs migrants saisonniers

Agriculture industrielle, guerre sociale et esclavagisme du travail en Europe

Le 15 octobre dernier, l'émission radio *la Voix des sans-papiers* (*Fpp 106.3, tous les 1er et 3e jeudis du mois, à 11 h*) a reçu Nicolas Duntze, membre du syndicat agricole Confédération paysanne. Ce qui suit est un condensé de sa parole de paysan attentif aux transformations du mode de production et du travail dans les campagnes françaises. Depuis 10 ans, au sein de la Coordination européenne *Via Campesina*, la Confédération mène une enquête sur cette question dans plusieurs pays d'Europe, et a récemment édité un supplément à *Campagnes Solidaires*, où, outre la France, six autres pays européens sont étudiés. Les lecteurs peuvent le télécharger gratuitement (*blog : www.agricultures-migrations.org*).

Je suis paysan dans le Gard sur une quinzaine d'hectares de vignes dans le cadre d'une coopérative. Les coopératives, pendant longtemps fleurons de l'économie solidaire en Languedoc-Roussillon, sont aujourd'hui en train de perdre leur esprit social. La « Conf » est devenue, après de longs et âpres combats, le syndicat de la lutte contre la mort des petits paysans, contre l'industrialisation de l'agriculture, contre ces fermes immenses de mille vaches, de mille cinq cents veaux, et *Via Campesina* est un mouvement international qui regroupe plus de 300 millions de paysans : des communautés paysannes, des peuples autochtones, enfin, toutes les personnes, toutes les corporations qui, de par le monde, sont brisées ou exploitées par le libéralisme et le colonialisme.

Depuis 20 ans au moins, on a vu dans nos enquêtes que la politique agricole commune européenne a tendance à concentrer de grands bassins de production très spécialisés, très industrialisés. En 2015, tout continue encore sur la lancée du traité de Rome de 1958 : mener le monde paysan vers le monde du salariat global. À la fin de la guerre, il fallait retrouver la sécurité alimentaire en Europe, remettre les paysans sur leurs terres, faciliter leur travail, augmenter les rendements. L'autosuffisance atteinte, il s'agissait d'inverser la tendance, de protéger le petit paysan capable de la produire, l'autosuffisance. Mais l'industrie agroalimentaire était aux commandes. On s'est dit qu'avec les produits agricoles on pouvait faire beaucoup d'argent. Donc, plus besoin d'un grand nombre de petits paysans, mais bien de science, de technique, de soutien aux marchés à l'exportation, et, surtout, de travail de moins en moins cher. Il y a des charges incompressibles : engrais, machines, pétrole, fer, toutes les fournitures dont l'agriculture a besoin, pour les serres, etc. La seule variable sur laquelle les agroindustriels sont à peu près sûrs de gagner, c'est la rémunération des travailleurs.

Grands bassins de production

Érosion incessante des acquis sociaux des paysans et des travailleurs de la terre, voilà ce qui s'est passé dans les grands bassins européens : le sud de l'Andalousie, par exemple, pour les légumes et les fraises à partir de janvier-février, le sud de l'Italie pour la tomate industrielle, l'Allemagne pour les cochons (avec une main-d'œuvre surtout roumaine et polonaise), et, en France, l'Aquitaine pour les grands vignobles et la Bretagne avec des réseaux de main-d'œuvre particuliers dans les abattoirs. À *Via Campesina* et à la Conf on a voulu aller voir qui était là, qui travaillait, qui employait, quels étaient les effets, bons ou pervers.

Il y a là, par centaines de milliers dans le bassin d'Almería, par dizaines de milliers dans le Sud de l'Italie, des populations entières d'origine rurale : femmes ou fils de paysans, petits paysans ruinés par les politiques d'exportation de l'Europe. Quand la France exporte un poulet et qu'il arrive sur le marché de Ouagadougou moins cher que le poulet du paysan local, que peut faire ce paysan sinon faillite ? Ainsi ruinés, ces paysans et leurs familles vont peupler les bidonvilles, et essayer de vendre leur force de travail là où on dit qu'il y a du travail. Or il y en a justement dans ces grands bassins de production européens : Almería, le plus gros, c'est plus de mille tonnes de légumes par jour qui s'en vont vers les supermarchés d'Europe et du monde.

Et c'est là que le système est absolument pervers. Cet appel de main-d'œuvre méthodiquement organisé, il est toujours géré à la baisse, pour la rémunération. Il y en a qui ont des contrats de travail plus ou moins longs, d'autres qui sont sans contrat mais ont des papiers, d'autres qui sont sans papiers. Des femmes, des hommes, gens des pays de l'Est, du Maghreb, des pays subsahariens, d'Afrique centrale, d'Afrique du sud. Et, comme le capitalisme sait très bien gérer ses profits, il se débrouille toujours pour faire venir plus de main-d'œuvre qu'il n'en a besoin et faire jouer ainsi la concurrence parmi les plus pauvres.

On est dans une guerre au droit du travail qu'il faut essayer de comprendre, de dépasser. Le jeu machiavélique de l'agroalimentaire a ruiné les petits paysans d'ici et d'ailleurs, grâce à l'argent de l'Europe. D'abord ceux d'ici : en 1950, après la guerre, il y avait en France 3,5 millions de paysans, aujourd'hui, en 2015, nous sommes 400 mille pour nourrir 61 millions de Français et assurer les exportations. Ensuite, le petit paysan ruiné d'ailleurs : le migrant saisonnier roumain, marocain, africain, il travaille ici pour ceux qui l'ont ruiné, et en travaillant pour eux il augmente la capacité de nuire de ses prédateurs. Pour le travailleur de la terre c'est la double peine : il perd son revenu et en même temps il est condamné à travailler pour faire perdre leur revenu à d'autres petits paysans qui pourraient encore résister, dans d'autres contrées.

Voilà le cadre global qu'on a trouvé. Notre enquête, c'était aussi pour essayer de faire un travail pédagogique. Montrer aux consommateurs qu'il fallait certes se soucier de la qualité du produit (sans pesticides, sans OGM, etc.), mais aussi mettre au jour le coût social et le système d'exploitation : avec quelle sueur, avec quel sang sont nourris, récoltés, les produits de l'agriculture industrielle.

Travail saisonnier, système concentrationnaire

Ce système est structurel, nul hasard là dedans, c'est une volonté, une nécessité du capitalisme. À la concentration dans certaines zones, suit la désertification d'autres. On paupérise des millions de personnes et on prépare ainsi les réservoirs de main-d'œuvre future, nécessaires à la baisse systématique des prix. Nous appelons cela la *déportation programmée*.

Moi, capitaliste à Almería, en produisant mille tonnes de légumes, j'aurai ruiné tout un groupe de paysans, par exemple roumains, et maintenant qu'ils sont ruinés je vais leur proposer du travail ici. Il y a des accords bilatéraux entre États, des boîtes prestataires de services, des compagnies de bus, tout est très organisé. J'ai besoin de cent femmes pour ramasser les fraises à Huelva ? Bureau de recrutement à Bucarest, bus, et hop, ça va ça vient. Les industriels andalous ou internationaux y ouvrent leur recrutement à la fin de l'hiver.

Tout est calculé toujours pour arriver à produire le moins cher. Les exemples de servitude réelle abondent. Dans la région de Foggia, en Italie, il y avait, avant les grandes migrations subsahariennes, des contrats bilatéraux avec la Pologne (un peu comme en France). Des enquêtes et des documentaires ont montré plusieurs dizaines de travailleurs polonais roués de coups physiquement, parqués dans l'équivalent

de camps de concentration. Pourquoi ne disaient-ils rien ? Réponse : si tu dis, tu te retrouves au fond d'un puits. Certains sont effectivement morts, ou ont disparu. Du pur esclavage. Un peu de bruit politique, et tout est rentré dans l'ordre. On n'a jamais retrouvé les disparus, les familles n'en ont plus rien su. Mais on a un peu su le rôle des « caporaux », ceux qui fournissent les patrons en main-d'œuvre et sont rémunérés sur le salaire des travailleurs. Toujours en Italie, à Rosarno, sur le chemin traditionnel de l'émigration, la révolte des migrants africains en 2010 (suite à vingt ans d'exploitation, de racisme et de servitude) fut durement matée.

On pourrait multiplier les exemples. En Espagne, en France, c'est pareil. Conditions de travail et de vie misérables. En France, contrôleurs du travail inexistants. Ou alors on leur graisse la patte pour qu'ils ne voient rien. Le patron, industriel ou paysan, ne loge pas. Les migrants s'arrangent dans des cahutes abandonnées, dans d'anciennes cabanes de paysan en ruine. En ville, sous les ponts. Dans le bassin d'Huelva, il y a un parc national à côté, et là, dans les bois, des milliers d'Africains vivent dans des campements de plastiques de récupération. Pas de logement, pas d'eau, pas d'électricité, de chauffage, pas de travail pour la plupart, pas de salaire, c'est à raison que les migrants s'énervent. Nous on dit : il faut soutenir ces révoltes-là. Ce n'est pas possible que des hommes et des femmes soient traités de cette façon, pas possible que les politiques agricoles soient responsables d'une telle déchéance humaine. C'est notre leitmotiv : défendre le revenu des paysans aussi bien que les droits des salariés, quel que soit leur statut, avec ou sans contrat, avec ou sans papiers.

Il y a bien les directives européennes en la matière, elles ne sont pas appliquées. Il y a la loi interne à chaque pays, elle est systématiquement tournée. Le salaire minimum est pour tout le monde, dit la loi… Et l'on s'est même aperçu qu'il y a un grand pays européen où il n'y a pas de salaire minimum. En Allemagne tu peux travailler sans contrat, sans salaire. On te dit : tu vas avoir du travail. Mais non : et si tu en as, tu n'es pas rémunéré pour ça ! On a fini par comprendre que la crise du cochon tient au fait que les dizaines de milliers de travailleurs roumains ou polonais des abattoirs allemands sont payés deux fois moins qu'en France. Pour faire respecter les lois du travail, ici, il y a les inspecteurs du travail, qui étaient des officiers de police. Ils pouvaient arriver sans préavis dans n'importe quelle entreprise. Depuis une dizaine d'années, l'inspection doit avertir le patron, lequel balaye devant sa porte et dit aux gars sans papiers ou sans contrat de rester chez eux 2 ou 3 jours. N'oublions pas qu'il y a 5 ou 6 ans, deux inspecteurs se sont fait abattre à coups de fusil parce qu'ils allaient contrôler un producteur de prunes dans la région de Bergerac. C'est la loi de la violence pour tout le monde : les petits paysans sont violentés, les travailleurs sont violentés, et les inspecteurs qui veulent faire malgré tout leur boulot, ils sont punis de mort. Cela prouve combien violents sont les rapports économiques dominants.

Pour résumer, on est sur une poudrière. D'un coté, ces grosses migrations qui vont devenir de plus en plus importantes, si on n'arrive pas à surmonter les rapports de sous-développement en Afrique et ailleurs, et de l'autre à inverser les lois agricoles européennes ; et puis cette politique de détachement des travailleurs qu'est la prestation de services.

Prestation de services internationale

Cette politique est prônée par Bruxelles. Prenons *Terra Fecundis* à Murcia, en Espagne, une grosse compagnie d'interim transnational qui dispose de ce qu'on peut appeler une main-d'œuvre captive, principalement équatorienne pour des raisons historiques coloniales propres à l'Espagne. Si tu y reste trois ans et que tu as travaillé un certain nombre de mois, tu peux avoir la double nationalité, en Espagne, et alors aller partout en Europe. *Terra Fecundis* a balancé des annonces, reçu des subventions, créé une compagnie de bus et même un organisme bancaire. Elle propose à ses salariés de gérer la construction de leur maison au pays. Par ce subterfuge, elle les asservit. Elle leur reprend l'argent du salaire, ils mettront 10 ou 15 ans à le rembourser, en échange de leur travail sous payé. Tout le système est monté comme cela.

La prestation de services, c'est la déresponsabilisation totale du patron. Le travailleur est une pièce détachée qu'on se passe. Moi patron, si j'ai besoin de vendanger, je téléphone : il me faut dix gars. OK, et l'on me fait une facture qui n'est pas forcément moins élevée que ce que j'aurais payé à des salariés, mais je n'ai pas de responsabilités, pas d'obligations, ni de loger ni d'autre chose. Les charges sont payées en Espagne ou en Pologne ou ailleurs, et si un gars ne me plaît pas, si son rendement n'est pas bon, un coup de fil et on le remplace. C'est la logique de l'« ère nouvelle ».

Avec des populations à priori sans droits et sans défense, sans culture syndicale, le système va ainsi au plus fort de l'exploitation. En France, le peuple a coupé la tête au roi, a fait des révolutions pour acquérir les droits sociaux, congés payés, salaire minimum, justice du travail : ça, parce qu'il y avait des organisations syndicales, une conscience de classe, comme on disait autrefois. Or, ces populations désagrégées, obligées d'émigrer, d'où viennent-elles ? Des dictatures du Nord de l'Afrique, par exemple, ou de la mainmise colonialiste sur les politiques subsahariennes : de pays où il n'y a pas de tradition de luttes collectives. Et de nôtre côté, un syndicalisme national mal à l'aise devant ces migrants, ne sachant pas comment les prendre. En agriculture, cela tient aussi au fait qu'on travaille en saisons : les cerises c'est 30 jours, les vendanges aussi, et après il faut partir ramasser les prunes à 300 km. Avec des gens qui bougent sans cesse, il est difficile de faire de la formation syndicale. Et puis, le syndicalisme traditionnel continue d'avoir le sentiment que ces populations-là sont un peu concurrentes du prolétariat syndiqué. C'est un problème qu'il faut travailler, pour montrer qu'il y a des intérêts communs. Aucune activité humaine, y compris la paysanne, ne peut construire son avenir sur l'exploitation des hommes et des femmes.

Revendications

Nous, à *Via Campesina*, d'un point de vue global, on veut obliger les pays riches à signer les conventions internationales de protection des migrants, des femmes, toutes les conventions de l'OIT *[Organisation internationale du travail]*, la convention de l'ONU sur les droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille, signée par nombre de pays du Sud mais par aucun pays européen. Il faudra faire du lobbying, pour arriver à cela, et puis aussi pour faire adopter la *conditionnalité sociale*.

Aujourd'hui, un paysan, un groupe de paysans, s'ils respectent un certain nombre de conditions pour le climat, la façon de produire, peuvent être soutenus par les politiques agricoles. À cette conditionnalité-là il faut en ajouter une autre, sociale. Tout patron (individuel, coopératif ou autre) ne doit plus toucher d'aide de l'Europe s'il ne respecte pas le droit du travail et les droits fondamentaux des travailleurs. C'est un moyen de pression, une façon peut-être aussi de faire converger le syndicalisme paysan et le syndicalisme ouvrier.

Calais

L'enfer de la Jungle

Interview (réalisée le 3 novembre) d'Anzoumane Sissoko, porte-parole de la Cispm, Coalition internationale des sans-papiers et migrants.

La Cispm a affrété cinq cars pour aller manifester à Calais, le 25 septembre dernier. Ce port de l'extrême nord de la France est un cas à part, dans l'immigration européenne, n'y débarquent que des gens qui veulent aller au-delà, traverser la Manche pour l'Angleterre, et pas rester sur le continent. Mais depuis des années, c'est aussi le symbole tragique et vivant, au cœur de l'Europe, le modèle, pour ainsi dire, de l'attaque en permanence aux droits fondamentaux et de la guerre d'État aux migrants. Peux-tu dire les raisons de cette expédition aujourd'hui, qu'on imagine (environ 600 km aller-retour de Paris) assez dispendieuse pour vos maigres ressources, et puis ce que vous avez fait, vu en ville et dans « la Jungle », le nouveau bidonville des migrants ?

« On y est allés, pas seulement les camarades de la Cispm-France ; il y avait aussi nos camarades allemands, italiens, espagnols, en tout 160 personnes. Manifestation internationale que la préfecture de Lille voulait interdire. On m'a appelé me disant qu'aucune organisation locale n'avait fait la déclaration pour nous. Mais nous, nous avions fait la déclaration en bonne et due forme au ministère de l'intérieur : manifestation internationale ! Quoi de plus international, aujourd'hui en France, que nos frères, les réfugiés de la Jungle ? »

Ils sont des milliers, en effet : Soudanais, Érythréens, Éthiopiens, Somaliens, Afghans, Pakistanais, Irakiens, Iraniens, Syriens… jeunes gens d'Afrique et d'Asie qui affluent là depuis le printemps dernier, suite à l'évacuation de plusieurs campements où vivaient environ 1200 migrants, dit-on. D'où il ressort combien brillamment font leurs comptes les cervaux des ministères et des préfectures, obsédés par l'idée de la répression violente des migrants : il y a quelque temps, il semble qu'ils étaient 3000 à la Jungle, puis 5000. Et ces derniers temps ils auraient même dépassés les 6000, voire déjà les 7000, disent certains.

« Et c'est bien pourquoi nous sommes allés, nous, organisation internationale, à leur rencontre : leur manifester notre solidarité et leur dire que leur lutte est notre lutte, que nous les portons dans nos cœurs, parce qu'ils sont nos frères. Quoi de plus international, aujourd'hui, que l'ensemble de nos camarades sans-papiers et réfugiés de la Cispm, présents dans dix pays européens, dans cinq pays d'Afrique ?

« Nous avons manifesté du Cra de Coquelles – c'est là qu'on enferme les migrants arrêtés… »

De source Eurotunnel, les migrants voulant passer la Manche arrêtés en 2015 seraient déjà plus de 37 000.

« C'est pourquoi nous avons manifesté à partir du Cra, pour aller à la Jungle. Une douzaine de kilomètres, en traversant Calais d'ouest en est, passé le port. Pendant notre défilé en ville (à peu près 4 km), il y avait beaucoup de monde sur les trottoirs. Les gens observaient la manif (95% de Noirs) comme un spectacle anormal. Il y avait aussi des extrémistes de droite qui nous lançaient de gentilles apostrophes, genre : "Rentrez chez vous, enculés de merde !" La police était là, à deux pas de nous, à deux pas de ces fachos qui nous insultaient, bien audibles, bien visibles au milieu des gens, mais elle laissait faire – comme si c'était normal les injures racistes contre les Noirs, comme si ce n'était pas un délit puni par la loi. Mon impression est que la police était de mèche avec les fachos. Mais nous avions prévenu nos camarades : gardez votre calme, ignorez toute provocation, tout affront. Prévenu surtout les vendeurs du journal : il ne faut pas s'éloigner du cortège, pour aucune raison. D'ailleurs, le journal n'attirait pas des foules d'acheteurs, c'est le moins qu'on puisse dire. Voyant cela, un camarade français nous a dit que c'était quand même important de le faire circuler dans cette population hostile : "Donnez-le gratuitement, nous a-t-il dit, je prends la note à ma charge."

« À la Jungle, par contre, l'accueil a été très chaleureux. Plusieurs réfugiés étaient très émus parce que des sans-papiers avaient pu louer des bus pour venir jusqu'à eux leur faire preuve de solidarité. Ils nous l'ont dit très clairement : "Votre solidarité montre que ce n'est pas vrai que réfugiés et sans-papiers sont deux luttes différentes ; au contraire, c'est une seule et même lutte." Même si la communication n'a pas été facile, vu les barrières linguistiques, ce qui compte c'est cette compréhension réciproque. Les échanges ont ensuite porté surtout sur les terribles conditions de vie dans la Jungle, et aussi au-dehors. Par exemple, si pour un motif quelconque tu dois aller en ville, c'est tout un groupe qui t'accompagne. D'un côté il y a la pression policière qui te repousse vers la Jungle, de l'autre le danger de se faire sérieusement tabasser par les fachos. »

Venons aux conditions de vie dans la Jungle. Et disons d'abord qu'il s'agit d'un vaste terrain en partie boisé, en partie inondable.

« Une ancienne décharge déclarée lieu dangereux à cause de la pollution. Un morceau de forêt-brousse enclavé entre l'autoroute le port et la mer. En venant de Calais, on y accède en passant sous les arcades de l'autoroute. Ce qui frappe le visiteur est l'état d'abandon des lieux ; et ce qui frappe les habitants, sont les graves problèmes d'hygiène.

« Il n'avait pas plu depuis une semaine lorsque nous sommes arrivés, mais dans les chemins on s'enfonçait dans la boue. Plusieurs nous ont dit avoir fui leurs pays en guerre, avoir été dans des camps de réfugiés (pays limitrophes, ou du sud de l'Europe), avoir traversé le désert et la mer, avoir été enfermés en groupe par les passeurs – nulle part, jamais, ils n'ont trouvé des conditions d'insalubrité si effroyables, un tel enfer de saleté, à la merci des éléments et des maladies. Pratiquement, pas de points d'eau, pas de latrines, pas de collecte d'ordures, alors que dans la Jungle de Calais vit une population d'une petite ville, éparpillée par affinités linguistiques dans plusieurs groupes de tentes et de cabanes. Pareil pour le manger : les distributions des associations sont absolument insuffisantes. Du coup, un peu partout, dans des cabanes, sous des tentes, sont nées des épiceries, voire de petits restos-minute improvisés, certains tenus par des migrants, d'autres par des Français. Vers 7 h du soir (on était, à ce moment-là, un groupe de quatre à arpenter la piste qui fait le tour d'un grand étang), nous avons vu des réfugiés assis au bord du chemin, en train de manger. Un peu plus loin, une association anglaise distribuait des pâtes. Nous avions faim, nous avons fait la queue pour en avoir. Les pâtes étaient froides, cuites depuis qui sait combien de temps. Je ne suis pas quelqu'un de délicat, je ne fais pas attention aux odeurs, mais, la fourchette dans ma bouche, rien que l'odeur, j'ai tout craché. Aucun de nous n'a pu avaler de cette matière gluante nauséabonde. Cela, pour nourriture de ces pauvres gens, nous a beaucoup touchés. De même que d'avoir vu deux lieux de prière assez proches l'un de l'autre : le carré tracé en pierres d'une mosquée, avec à son bout le demi-cercle pour l'imam, et la construction en planches de bois d'une église. Ceux qui en Europe font l'amalgame entre migrants et djihadistes se trompent lourdement. Voilà les migrants : des gens bien normaux. Liberté des cultes, respect réciproque, c'est la règle parmi nous. »

Vous parlez beaucoup de solidarité, de fraternité, et c'est bien d'en parler. Mais il faut aussi les pratiquer. J'ai su que vous avez refusé vos cars, où il y avait une trentaine de places libres, à des réfugiés vous demandant de les emmener à Paris.

« C'est vrai. Mais nous n'avons pas de lieu d'hébergement, une fois rentrés à Paris il aurait fallu les laisser à la rue. Puis ces réfugiés étaient beaucoup plus nombreux que les places : comment faire le choix ? Nous nous sommes consultés, une partie d'entre nous a eu peur d'une émeute. On leur a dit non. »

Lycée Jean-Quarré, Paris

L'État défaillant

Depuis début juin, M. G. participe au soutien des réfugiés de la Chapelle en tant que soutien individuel sans appartenance politique ou associative. Elle a suivi, en particulier, l'occupation du lycée Jean-Quarré avec une présence de tous les jours. C'est pourquoi *la Voix des sans-papiers* lui a demandé son témoignage.

« J'habite le quartier de la place des Fêtes, le quartier du lycée. J'étais partie en vacances en juillet, mais le 4 août, ayant appris la nouvelle de l'occupation, je suis rentrée. J'espérais retrouver mes amis réfugiés de la Chapelle, dispersés un peu partout après le démantèlement de leur campement le 2 juin. Mais je ne savais pas que j'allais me faire de nouveaux et nombreux amis.

« Le lendemain de mon arrivée, je monte les marches du perron, j'avance de quelques pas, et je me retrouve dans la cuisine improvisée. Des Afghans y étaient, attelés à la tâche de cuisiner un repas sans tous les ingrédients nécessaires. Je leur demande ce qu'il leur faut, ils essayent de m'expliquer dans leur langue, je ne comprends rien. Mais je vois qu'ils ont quantité de pâtes et de riz. Alors me voilà partie acheter des boîtes de tomates pelées, des oignons, de l'ail – tout ce qu'il faut pour préparer une bonne sauce tomate. C'est comme cela que des liens se sont tissés. Et en plus des Afghans, qu'auparavant je n'avais jamais rencontrés, j'ai, depuis, retrouvé des Soudanais, des Libyens, des Maghrebins, des Tchadiens, des Somalis...

« Ce lieu, un gros cube de quatre étages, était à l'origine un lycée professionnel de la restauration, désaffecté depuis au moins huit ans. Peu de petites pièces à l'intérieur : dans une on a aménagé l'infirmerie, deux ont été utilisées par les femmes, et deux autres par les familles, les restantes servant au stockage des provisions et des dons, très nombreux. Les autres pièces, toutes très grandes : une quinzaine, occupant tout l'espace et pouvant contenir une cinquantaine de matelas chacune. C'est là qu'étaient installés les équipements et le matériel de cuisine pour les élèves. Tout a été déménagé, il ne restait plus que les branchements électriques et du gaz sommairement protégés. Seulement au rez-de-chaussée il y avait des sanitaires, avec trois douches ; et, pour tout dire, les escaliers étaient dangereux, dans le noir même pendant le jour. Par contre les grandes pièces où dormaient les migrants étaient éclairées jour et nuit. Dans les derniers temps, le grand préau aussi était occupé, par de nouveaux arrivants qui y dormaient à tour de rôle, protégés par des bâches côté cour.

« Il y a eu certes, dans ce lieu rebaptisé Maison des réfugiés, pas mal de problèmes pendant les presque trois mois qu'a duré l'occupation. C'est sur ces problèmes que s'est focalisée la presse, sans jamais vouloir aller au-delà et prendre le temps de s'intéresser aux aspects positifs, qui étaient pourtant évidents et immédiats pour quiconque assez attentif ou tant soit peu concerné. Les problèmes, plusieurs facteurs les expliquent, et avant tout la multiplicité des langues. Même l'anglais n'a été une langue de communication que pour un nombre restreint de personnes. Dans les réunions communes, les assemblées générales, dans les permanences juridiques, il y avait des traducteurs, mais ce n'était plus le cas dans la vie quotidienne. La difficulté de communiquer, donc le repli des personnes sur leur communauté, ont souvent été à l'origine d'incompréhensions et de frictions. Les quelques bagarres n'ont été qu'un épiphénomène : événements secondaires, symptômes du vrai mal, chez ces personnes sous tension permanente : extrême précarité de chaque jour, angoisse incessante du lendemain, sans parler de l'endroit de plus en plus surpeuplé, devenu invivable notamment la nuit, à cause de l'insuffisance des places. On s'est arrêté sur les bagarres des migrants entre eux, mais on n'a jamais parlé, dans la presse, des projectiles envoyés depuis les immeubles environnants. »

Il y a, dans ces procédés et articles de presse, le miroir de l'hypocrisie constitutive de nos sociétés. On crée, pour certaines catégories de personnes, les conditions de vie les plus invivables et dégradantes ; l'État fait un délit et un crime de leur mode d'être (de survivre, résister), les place dans un tel enfer quotidien de simple survie et de harcèlement policier, les confine dans un tel microcosme de brutes, que le plus étonnant est que ces gens ne perdent pas tous leur dignité, ne deviennent pas que des marginaux abrutis. Puis la presse décrit de simples « faits » (qui se passent de commentaires), ou elle s'écrie devant les heurts et bagarres de leur vie collective mise au ban, à mal. On laisse entendre qu'il faudrait que ces parias de la société soient conformes, uniformes, informes, on les voudrait incorporels, des incarnations de la morale dominante.

« Quoi qu'il en soit, j'en ai plus qu'assez dit de ces problèmes-là, je veux maintenant parler des aspects positifs. En premier lieu, il y a eu bien sûr la mise à l'abri et la subsistance d'un nombre croissant de personnes autrement condamnées à la rue : environ 150 le 31 juillet, jour de l'occupation, plus de 1300 lors de l'évacuation le 23 octobre. Ensuite, la solidarité concrète de toute sorte : par exemple, le soutien juridique et administratif (deux permanences par semaine, avec des juristes, avec traducteurs en arabe, farsi, anglais, et accompagnement aux différents bureaux), sanitaire (mise en place d'une infirmerie par des infirmières et médecins bénévoles en dehors de toute association, et accompagnement dans les hôpitaux et les maternités), enfin linguistique.

*« Sur ce dernier point, vraiment remarquable a été l'engagement de près des 90 bénévoles : soutien linguistique qui d'ailleurs se poursuit après l'évacuation, de même que les permanences juridiques. Celles-ci continuent les lundis et mercredis après-midi à l'*ATMF *(Association des travailleurs maghrébins de France), 10 rue Affre, à la Goutte d'Or dans le 18*e*. Ces cours, permanences, accompagnements, ne concernaient et ne concernent pas seulement les occupants du lycée, mais aussi des personnes officiellement relogées, dans Paris et jusque dans la grande banlieue, mais toutes sans le moindre suivi de l'administration. En somme, voilà un cas bien précis et concret (et qui continue depuis le campement de la Chapelle), où, durant de longs mois, des bénévoles se sont entièrement substitués à l'État défaillant et ont assuré et assurent le service minimum. On se demande ce qu'est un État qui fait l'économie de ses obligations légales envers les demandeurs d'asile. Un État signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, donc de son article 14 sur le droit d'asile des réfugiés.*

« Ce qui m'a le plus touchée, c'est la volonté de vivre de tous ces gens échappés à la guerre, à l'oppression, à la misère extrême, en un mot, à la mort. Toute occasion était bonne pour faire la fête, pour chanter, jouer de la musique, rire, jouir de la présence des autres... Voilà un côté positif, on ne peut plus humain – cette allégresse contagieuse, émanant de la force vive des réfugiés –, côté sur lequel la presse n'a pas soufflé mot

« Après cela, ce qui m'a le plus impressionnée c'est, d'une part, le grand désir de tous d'apprendre au plus vite le français, puis, le matin de l'expulsion, leur empressement à sortir de là. Et ce fut la grosse pagaille, car, bien avant l'heure, ils étaient regroupés en nombre sur les trottoirs ; mais à leur arrivée, les autorités ont exigé qu'ils retournent dans la cour... Grande bousculade – le passage était complètement bloqué par ceux qui poussaient derrière. La Mairie a voulu jouer la surprise, mais, depuis le jugement du tribunal, les réfugiés se préparaient à partir... »

(Propos recueillis le 4 et 5 novembre)

la Voix des sans-papiers, aussi sur d'autres sites dont mondialisme.org - rubrique vagabondages

Téléchargez, imprimez, diffusez

la Voix des sans-papiers

État d'urgence, manifs

Après-attentats de Paris : la parole à un Sénégalais, Diao, à un Ivoirien, Fofana, à un Malien, Sissoko. Les deux premiers adhérents sans-papiers, et le troisième porte-parole de la CISPM et de la CSP75. Propos recueillis le 24 et 25 novembre.

Diao. *Islam* veut dire *paix*. Interdire les manifestations c'est céder à la peur, c'est donner raison à cette petite minorité de djihadistes contre l'immense majorité des musulmans. Puis c'est aussi donner raison au Front national qui favorise la discrimination entre musulmans et non musulmans ; qui déjà, comme par hasard, monte dans les sondages des prochaines élections. Ces jeunes sont des fils d'immigrés, nés en France, c'est ici qu'ils se sont formés. Ces attentats, c'est inconcevable chez les jeunes migrants venant d'Afrique. Les difficultés d'éducation entre parents et enfants musulmans, en France, c'est la France qui les a créées dans ses banlieues, non l'islam.

Fofana. Ces attentats sont la conséquence de la faillite des politiques d'immigration et d'intégration. Il y a eu toujours, dans ces politiques, de la discrimination. D'abord envers les immigrés, ensuite envers leurs fils. Tous les gouvernements ont eu et continuent d'avoir un comportement à deux vitesses : une pour les nationaux, une autre pour les immigrés.

Diao. Je connais un ingénieur français, il travaillait ici, mais à son travail il était mal à l'aise, on le désignait comme : le Français d'origine algérienne, car ses parents sont des immigrés algériens. Il a décidé d'aller travailler en Belgique et il est content. Il m'a dit : *« Enfin on me considère pour ce que je suis. »* Le Français, ainsi on le désigne à son travail. Cette anecdote me paraît instructive.

Fofana. La discrimination on la voit bien en ce moment à Paris. Les nationaux peuvent manifester même sans préavis, malgré l'interdiction due à l'état d'urgence. Mais les immigrés non. On a beau déclarer ; et déclarer que c'est pour nos droits ; rien n'y fait. La préfecture sait très bien notre pacifisme depuis toujours. Mais le gouvernement semble avoir intérêt à faire passer les immigrés pour des personnes dangereuses pour la France, pour toute l'Europe. L'omniprésence de la police qui contrôle les étrangers fait monter la peur. La tension monte parmi les gens.

Sissoko. Je suis en colère. Aujourd'hui même on m'a appelé de la préfecture pour me dire, sur ordre du préfet, que si nous n'arrêtons pas notre participation aux manifs contre l'état d'urgence, plus de régularisations pour nos sans-papiers ! Je dénonce ici ce chantage, cette iniquité intolérable. On laisse faire plusieurs rassemblements par jour pour commémorer les morts des attentats, et on veut interdire notre ressemblement hebdomadaire pour commémorer les dizaines de milliers de morts en Méditerranée. Pourquoi le gouvernement socialiste actuel, qui se dit démocratique, imposerait-il un tel déni de nos droits ? Pour des raisons de sécurité, nous dit-on. Mais ce devrait être alors la même chose pour tous, surtout que, s'ils vont frapper encore « là où il y a du monde », les djihadistes vont d'abord s'en prendre aux attroupements, apparemment très peu surveillés, en hommage à leurs victimes. Puis on nous dit aussi que nos manifs (comme toutes celles pour dénoncer l'état d'urgence) demandent la présence d'importants effectifs de police, les détournant ainsi de leur travail antiterroriste ailleurs. Or la présence de quelques policiers à nos manifs a été toujours suffisante pour la préfecture. Si maintenant les policiers sont déployés en très grand nombre, c'est un choix du gouvernement : un choix pour des raisons électorales, pour faire l'amalgame, dans la tête des gens, entre réfugiés sans-papiers et djihadistes. Exactement comme le FN.

… En apercevant les bateaux de sauvetage, coulent les larmes de joie… Mais les migrants se heurtent à une réalité qui brise leurs rêves. Ils se rappellent les discours des chefs d'État… des pays d'Europe… *[et]* ils se rendent compte que ces… donneurs de leçons... traitent les gens sans respect ni humanité… Pour se donner du courage et de l'espoir les migrants se disent entre eux… que ce sera mieux demain… En Italie… les chemins se séparent pour les compagnons de route… Les personnes passées par Vintimille… la première réalité à laquelle… se heurtent en France c'est que dans ce pays il n'y a pas de camp d'accueil pour les réfugiés… Vers qui se tourner ?... La seule solution qui apparaît c'est de demander l'asile… Et… les migrants se retrouvent clochardisés… Nous étions un très grand nombre de migrants sans espoir et sans abri sous le pont d'Austerlitz. Et nous avons été surpris par des organisations… qui prétendaient être solidaires… *[mais qui]* avaient d'autres intérêts… attendaient des subventions… *[Après]* l'évacuation du camp… le business continue dans les centres dortoirs qu'ils appellent hébergement ou logement… Des conditions difficiles, méprisantes… les horaires draconiens, la surveillance de nos moindres faits et gestes, les menaces de renvoi, les conditions de distribution des repas... les autorités françaises font tout pour renvoyer les migrants en enfer.

(Témoignage d'un réfugié. Source : Merhaba / Bienvenue*, n°2, 24-10-2015)*

Notre lutte :

Liberté de Circulation et d'Installation dans tous les Pays du Monde pour tous les Migrants

ÉCONOMIQUES CLIMATIQUES POLITIQUES

Notre but immédiat :

Ratification par les Pays d'Europe et de tous les Continents, et application à tous les Migrants, avec ou sans Papiers, de la

CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA PROTECTION DES DROITS DE TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE (ONU)

Notre mot d'ordre :

NOUS SOMMES TOUS DES RÉFUGIÉS ÉCONOMIQUES !